

Par Jack Dion

Entre l'Otan et l'Europe, il faut choisir

Courir deux lièvres à la fois est souvent l'assurance de n'en attraper aucun. C'est pourtant l'exercice auquel s'est livré François Fillon dans une interview au *Monde* à propos de l'Otan et de l'Europe. En héritier déclaré du général de Gaulle, le candidat LR aurait dû nous assurer qu'il prenait ses distances avec le bras armé de l'Alliance atlantique, résidu de la guerre froide tout juste bon pour la ferraille.

Ce serait oublier qu'avant d'être ce gaulliste complexé d'aujourd'hui François Fillon portait la croix de son passage à Matignon sous l'ère Sarkozy, quand ce dernier décida de réintégrer le commandement militaire intégré de l'Otan dont le père de la France libre avait claqué la porte avec fracas en 1966. En vertu de quoi l'ex-Premier ministre décrète que l'Otan est « nécessaire », tout en ajoutant que « l'Europe doit se construire une défense propre ». Des deux, lequel restera sur le carreau ?

Donald Trump a créé un grand émoi en affirmant que l'Alliance atlantique était « obsolète », ce que récuse absolument François Fillon. Ce dernier est rejoint par une cohorte d'âmes sensibles lançant à l'adresse du nouveau président américain : « Non, Donald, ne nous abandonne pas ! » Certes, il n'est pas interdit de se faire peur. Mais rassurons les inquiets : Donald Trump n'a aucunement l'intention de jeter par-dessus bord l'Otan, instrument indispensable de l'imperium américain. En revanche, il entend bel et bien faire passer à la caisse les pays qui en sont membres, afin qu'ils assument une plus grande part du fardeau financier. Reste que le diagnostic du président américain, quelles qu'en soient ses motivations, est d'une rare perspicacité. Il est dommage que nombre de responsables politiques tri-

colores ne fassent pas le même constat, de LR au PS en passant par la galaxie des nostalgiques de la guerre froide.

Dans une récente chronique du *Monde*, Arnaud Leparmentier, qui n'en rate pas une, affirmait que l'Otan était une « garantie » de la sécurité en Europe. Il remontait à la Libération pour expliquer que « la "pax americana" et le parapluie nucléaire de l'Otan » avaient protégé « l'Occident des Soviétiques ». Historiquement parlant, ce n'est pas faux, sauf que, jusqu'à plus ample informé, l'Union soviétique a disparu de la carte. Ce détail semble avoir échappé à quelques esprits chagrins qui en sont restés à l'époque de la guerre froide, comme si la Russie d'aujourd'hui, aussi critiquable soit-elle, était la copie conforme de l'URSS.

L'Otan a été créée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour faire face au bloc de l'Est, sur une aire géographique bien délimitée. Il s'agissait alors d'une opposition déclarée entre deux systèmes

antagoniques. Or, l'URSS a été balayée par les grands vents de l'Histoire en 1990 et 1991. En toute logique, l'organisation armée mise sur pied (de guerre) pour lui faire face aurait dû s'interroger sur son existence. A quoi bon vouloir combattre un ennemi qui n'existe plus ? Rien de tel ne s'est produit. L'Otan a continué sa marche en avant, tel un canard après qu'on lui a coupé la tête. Mieux : de gendarme de l'Atlantique, ce bloc militaire s'est autodésigné gendarme du monde (occidental), comme si le reste de la planète était une peuplade de sauvages à remettre dans le droit chemin.

On a même assisté à un afflux d'ex-satellites de Moscou qui ont adhéré à la fois à l'Otan et à l'Union européenne, afin de se protéger des foucades de leur encombrant voisin. On peut les comprendre, d'ailleurs, vu les rêves de domination de la Russie. Mais, en lieu et place du nécessaire dialogue sans concession avec Moscou, il en est résulté un pro- >



> cessus d'encerclement de la Russie qui a fini par chatouiller Vladimir Poutine sous la chapka. Aller jusqu'à envisager de faire entrer la Géorgie et l'Ukraine dans l'Alliance atlantique, comme ce fut le cas à une époque récente, tenait d'une provocation inutile. Envoyer des troupes américaines en Pologne et dans les pays baltes, comme si les militaires avaient vocation à faire du tourisme, est d'une rare légèreté. Que dirait-on à la Maison-Blanche si, par hypothèse funeste, la Russie venait installer des lanceurs de missiles à Cuba ou à la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis ?

Tout en tenant des propos pour le moins mesurés sur le sujet, François Fillon persiste cependant à vouloir faire coexister l'Otan et l'Europe. C'est un pari intenable,

QUE DIRAIT-ON À LA MAISON-BLANCHE SI LA RUSSIE VENAIT INSTALLER DES LANCEURS DE MISSILES À CUBA ?

car l'Europe est otanisée. Vingt-deux des 28 membres de l'UE sont également membres de l'Otan. Pour ces derniers, qui sont souvent plus atlantistes qu'européens, la défense européenne s'appelle l'Otan. D'ailleurs, en 2003, nombre d'entre eux ont soutenu la guerre d'Irak avec l'enthousiasme des cadets de Gascogne, a contrario de la condamnation de la France, alors exprimée avec éclat par Jacques Chirac. Grâce aux révélations de WikiLeaks, on sait aujourd'hui que certains responsables du PS se précipitèrent à l'ambassade des Etats-Unis à Paris pour dire tout le mal qu'ils pensaient d'une prise de position dont on mesure aujourd'hui la pertinence.

On regrettera que François Fillon ne fasse pas preuve d'une telle lucidité. Tout en affirmant qu'il faut « une alliance européenne de défense » et un accord avec la Russie, il persiste à vouloir sauver l'Otan, vestige d'une époque révolue. Entre l'Alliance atlantique et l'Europe, il faut choisir. ■ J.D.

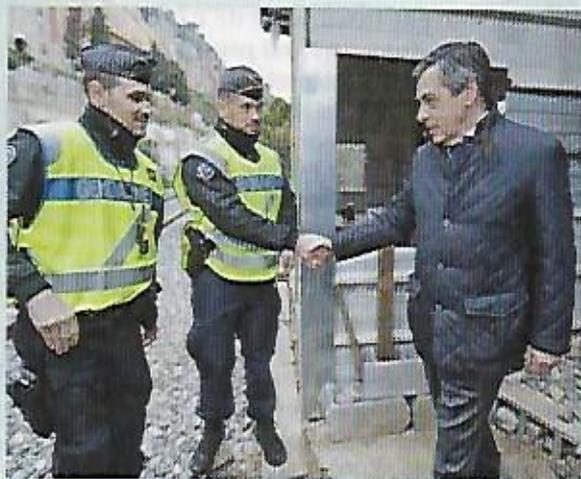
Merci pour la clairvoyance

Je suis désespérée à l'idée que votre hebdomadaire pourrait cesser de paraître dans quelques mois. Sa lecture m'est indispensable, car elle m'aide à y voir clair sur bien des sujets qui ne sont pas abordés ailleurs avec la même clairvoyance. Je pense notamment à tous vos articles sur la laïcité. Alors, pour aider *Marianne* à ma façon, j'ai décidé d'offrir deux abonnements : l'un à ma sœur, l'autre à une amie. ■

MARYVONNE LECLERC, CORBEIL-ESSONNES

FILLON CONTRE FILLON

Pour relancer sa campagne en perte de vitesse face à Marine Le Pen et Emmanuel Macron, François Fillon a affirmé le 11 janvier, lors d'un meeting à Nice, que l'immigration devait être « fermement contrôlée et réduite au minimum ». En prônant l'immigration choisie et maîtrisée, le candidat de la droite à l'élection présidentielle tente de capter une partie des électeurs du Front national... comme Sarkozy avant lui. Mais faut-il rappeler que, lorsque Fillon était Premier ministre, quelque 200 000 immigrants entraient chaque année en France (Insee, novembre 2014) ? En



LE CANDIDAT DES RÉPUBLICAINS à Menton, le 11 janvier 2017.

2010, son gouvernement a ainsi autorisé l'entrée de 203 000 étrangers légaux dans notre pays, contre 114 000 en 2000 du temps de Jospin, soit 78 % de

hausse ! Les discours de Fillon sont donc en parfaite contradiction avec les chiffres et la réalité. ■

LAURENT OPSOMER, SAINT-AMAND-LES-EAUX

Bobos d'hier et d'aujourd'hui

Dans son éditorial (*Marianne* n° 1032), Jacques Julliard, parce qu'il a fait l'objet d'un rappel à l'ordre par Laurent Joffrin pour avoir utilisé le terme « bobo » jugé politiquement incorrect par le directeur de *Libération*, nous alerte sur le retour des bobos. En fait, le mot « retour » me paraît faible. Je dirais, moi, que les idées produites par la révolution estudiantine de 1968 ont, en presque une cinquantaine d'années, eu le temps d'essaimer durablement dans tous les lieux de pouvoir de la société française (Georges Séguy, à l'époque, l'avait alors pronostiqué devant les ouvriers en grève...). Le Parti socialiste, lui-même, a perdu la mémoire

du système de valeurs auquel Jacques Julliard, lui, veut rester fidèle.

Deux des candidats à la primaire socialiste apportent une nouvelle preuve de cette perte d'identité. Benoît Hamon et Manuel Valls ne semblent pas comprendre qu'en défendant l'idée d'un « revenu universel » pour le premier et d'un « minimum décent » pour le second ils se déracinent du terreau de la gauche : le travail. Si cette gauche socialiste n'était pas hors sol, elle se souviendrait qu'il existe encore un article réellement de gauche – il a été écrit en 1946 – dans l'actuelle Constitution de notre République : « Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi. » ■ JEAN-CLAUDE LEISERING, LAPALUD